LOUREIRO
CONSULTING GROUP

ANALYSE FINANCIÈRE • PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2027

Ce que le PLF 2027 coûte aux Départements

Pré-rapport

Données arrêtées au 5 octobre 2026 • PLF tel que déposé le 1er octobre 2026

En bref

CE QU'IL FAUT RETENIR

1,868 milliard de moins en 2027, et une addition qui grossit chaque année

1,868 Md€

en moins dès 2027 (avec non reconduction du Fonds de Sauvegarde)

25 %

de leur épargne : près d'un euro sur quatre prélevé par le PLF 2027

1 La strate de collectivités la plus fragile subit un lourd prélèvement

Les départements qui n'ont déjà presque plus d'épargne en perdent plus d'un quart (25 %).

2 Une mesure présentée comme ponctuelle, mais durable

La contribution (CPEB) est annoncée « pour 2027 ». Mais le coup de rabot sur la TVA (article 36) se répète et s'additionne chaque année.

En bref

LES MOTS POUR COMPRENDRE

Le budget d'un département fonctionne comme celui d'un ménage

Recettes de fonctionnement (impôts, TVA, dotations) → **– Dépenses courantes (RSA, APA, collèges, routes, agents…)** → **= Épargne brute** → **Investir et rembourser la dette**

Recettes réelles de fonctionnement (RRF)

Tout l'argent qui rentre chaque année pour faire tourner le département. Environ 79 Md€ pour l'ensemble des départements fin 2025, en ne retenant que la part départementale des budgets de Paris, Métropole de Lyon et Corse.

Épargne brute

L'autofinancement, soit le solde de la section des mouvements réels de la section de fonctionnement: ce qui finance les investissements. Une baisse des recettes la réduit d'autant.

Taux d'épargne et seuil d'alerte

Épargne / recettes. En dessous de 7 %, la situation devient tendue : on investit moins ou on s'endette davantage.

Les trois mesures

LE PLF EN UN COUP D'ŒIL

Trois mesures font l'essentiel de la facture, auxquelles s’ajoute la non reconduction du Fonds de Sauvegarde (600 M€)

Art. 37

Une nouvelle contribution

L'État prélève de 0 à 2 % des recettes des départements les moins fragiles socialement.

- 551 M€*

Annoncée pour 2027 seulement

Art. 36

Un rabot sur la TVA

La TVA versée aux départements progressera moins vite : on lui retire l'inflation. Plus de 400 M€ probables dès 2027.

– 459 M€

Chaque année, et de plus en plus

Art. 35

Moins de remboursement de TVA sur les investissements

Le FCTVA baisse de 5 points, sauf pour les routes et les dépenses « vertes ».

– 258 M€

Durable

Autour de ces trois mesures : les remboursements des DILICO 2025-2026 sont étalés sur cinq ans (≈ 60 M€ de moins en 2027) ; le fonds de sauvegarde n'est pas reconduit ; en contrepartie, 300 M€ de CSG pour l'APA et la PCH (PLFSS) et 100 M€ d'aides exceptionnelles (art. 86).

*sur la base du chiffre annoncé par le Gouvernement lors du CFL. Ce montant a bien été retrouvé en simulation cette CPEB sur la base de l’indice de fragilité sociale 2025. Des simulations avec l’IFS 2026, reconstitué dans le cadre de la présente mission, vous sont communiquées en annexe

Montants 2027 : simulation LCG. Fourchettes : contribution 486 M€ à 506 M€ ; TVA 284 M€ (scénario bas) à 459 M€. DILICO (art. 84) : ordre de grandeur LCG.

ARTICLE 37 — LA CONTRIBUTION (CPEB)

Un prélèvement annoncé à 551 M€ par le Gouvernement, concentré sur 60 départements

(Des simulations complémentaires réalisées sur la base de la reconstitution provisoire de l'Indice de Fragilité Sociale 2026 sont communiquées en annexe)

1 — On mesure la fragilité sociale

Part d'allocataires du RSA, de l'APA, de la PCH, et revenu des habitants.

2 — On classe les 100 départements

Du moins fragile au plus fragile, en dix groupes de dix (« déciles »).

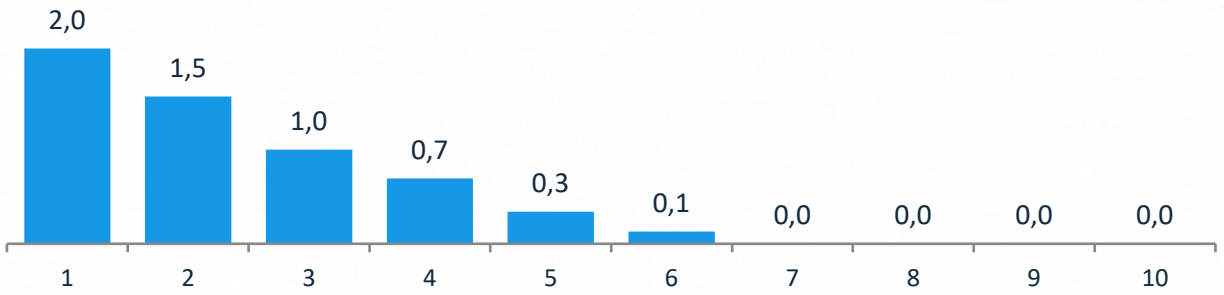
3 — On fixe un taux

2 % pour les 10 moins fragiles, puis de moins en moins ; 0 % pour les 40 plus fragiles.

4 — On l'applique aux recettes

Taux × recettes de fonctionnement 2024 = montant prélevé en 2027.

Taux moyen prélevé selon le groupe (%) — 1 = moins fragile



Exemple : la Côte-d'Or

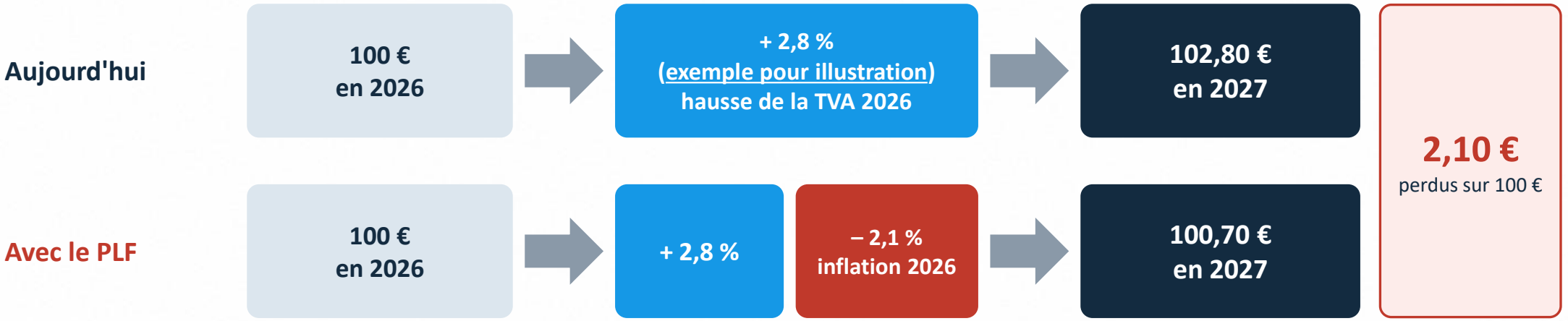
Recettes 2024 : 596 M€ × taux de 0,64 % = 3,81 M€ prélevés en 2027 (fourchette 3,65 à 4,13 M€ selon l'APA 2024).

PLF 2027, art. 37 ; art. 208 LFI 2020. Indice de fragilité sociale 2026 reconstitué à titre provisoire (bénéficiaires actualisés à fin 2024) ; majorations de l'indice si pauvreté ≥ 17 % ou épargne 2024 < 10 %.

ARTICLE 36 — COMMENT FONCTIONNE LE RABOT SUR LA TVA

On retire l'inflation de la hausse de la TVA : les départements ne gardent que la différence

Depuis 2021 (taxe foncière) et 2023 (CVAE), les départements reçoivent une part de la TVA nationale. Depuis 2025, le montant d'une année suit la hausse de la TVA de l'année précédente : la TVA 2026 fixe donc la recette 2027. Pour 100 € reçus en 2026 :



Si la TVA monte plus que l'inflation

Les départements ne gardent que l'écart (ici 0,7 %).

Si elle monte moins que l'inflation

Toute la hausse est perdue : la recette reste au niveau de l'année précédente.

Si la TVA baisse

La mesure ne joue pas : la baisse s'applique comme aujourd'hui.

PLF 2027, art. 36 ; LFI 2025, art. 109 (règle de l'année précédente). Exemple : TVA nationale 2026 + 2,8 % (hypothèse LCG) ; inflation hors tabac 2026 : 2,1 % (PLF). Les Régions ne sont pas concernées.

ARTICLE 36 — COMBIEN DÈS 2027 ?

Plus de 400 M€ de perte : c'est le scénario le plus probable…les chiffres avancés par le Gouvernement s'appuyant sur des encaissements avant le plein effet de la crise énergétique

Perte 2027 = 21,9 Md€ de TVA départementale × la plus petite des deux hausses de 2026 : celle de la TVA ou celle de l'inflation

1 Une recette en partie indexée sur les prix

La TVA est un impôt proportionnel à la valeur de la consommation. Sa croissance correspond à la croissance du volume consommé plus celle des prix. Avec une inflation hors tabac de 2,1 % prévue par le PLF, la TVA 2026 ne peut rester en dessous que si la consommation recule en volume, ou via déformation du panier de consommation

2 La crise énergétique gonfle une partie de l'assiette en valeur

La hausse des prix de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient augmente mécaniquement la TVA perçue sur les carburants, l'électricité et le gaz, taxés à 20 %. La TVA s'applique aussi sur les accises : elle croît avec le prix même quand les volumes baissent. Le PLF relève d'ailleurs un rebond de la consommation d'énergie depuis l'été.

3 Des indicateurs convergents depuis la fin du printemps

Le PLF annonce une consommation de nouveau dynamique au second semestre 2026 et une TVA en hausse « spontanée » en 2027.

Perte 2027 pour l'ensemble des départements (M€)

Hausse TVA 2026 ↓ Inflation →	1,8 %	2,1 % (PLF)	2,4 %
+ 1,3 %	284	284	284
+ 2,0 %	394	437	437
+ 2,5 %	394	459	525
+ 3,0 %	394	459	525

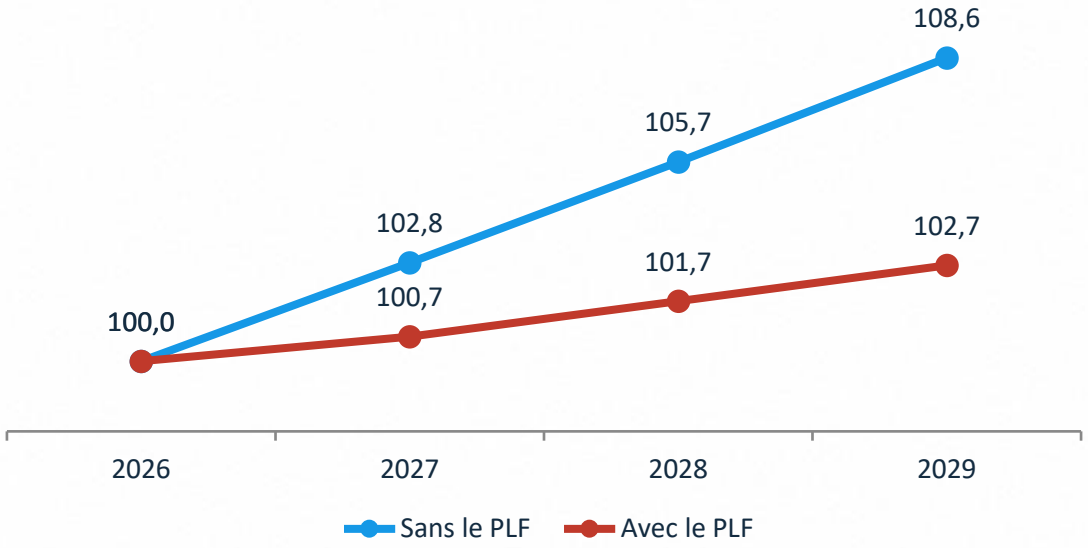
Le scénario bas : 284 M€ (proche du chiffre évoqué par le Gouvernement)

Seulement si la TVA 2026 ne progressait que de 1,3 %, soit ce qui est rencontré à la fin du premier semestre 2026, en euros courants

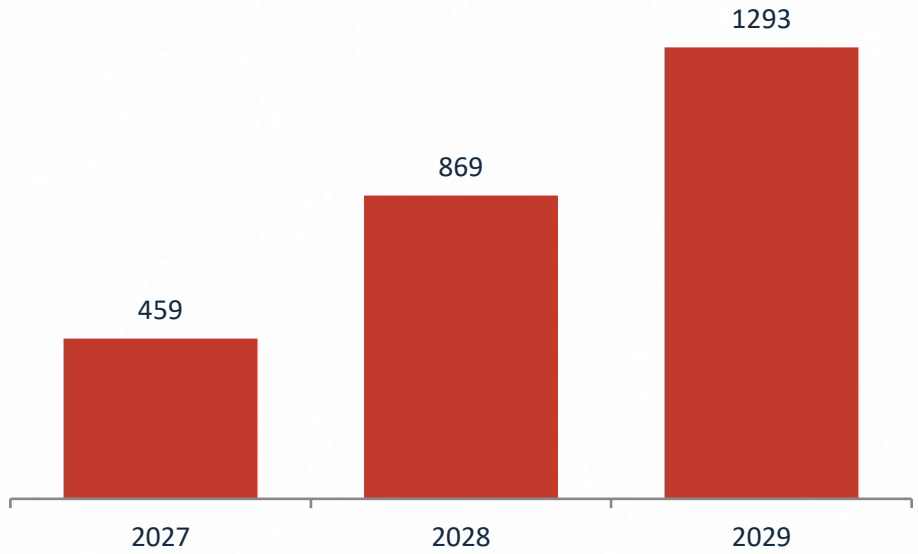
ARTICLE 36 — UN EFFET BOULE DE NEIGE

La perte n'est pas ponctuelle, elle grossit chaque année (“à compter de 2027”)

TVA perçue pour 100 € en 2026



Perte pour l'ensemble des départements (M€)



Pourquoi ça grossit ? Chaque année, l'écart s'ajoute au précédent : l'argent non versé en 2027 ne sera jamais rattrapé, et la base de 2028 part de plus bas. **Prudence :** 2027 suppose une TVA 2026 en hausse au moins égale à l'inflation (scénario le plus probable, page précédente) ; 2028-2029 reposent sur les hypotheses très optimistes du Gouvernement

ARTICLE 35 — LE REMBOURSEMENT DE TVA SUR LES INVESTISSEMENTS (FCTVA)

Construire un collège sera moins aidé, entretenir une route non : ≈ 258 M€ de moins

Quand un département investit, l'État lui rembourse une partie de la TVA payée. Pour 100 € de dépenses TTC :

Un collège, un bâtiment, un équipement

Aujourd'hui	Avec le PLF
16,40 €	**11,40 €**

– 5 € remboursés

Une route ou un aménagement vert

Aujourd'hui	Avec le PLF
16,40 €	**16,40 €**

Inchangé

66 %

des investissements des départements passent au taux réduit (collèges, bâtiments…)

Point de vigilance comptable

Les travaux routiers sont souvent enregistrés sur un compte global (2315). Si l'arrêté à venir ne vise que les comptes détaillés de voirie, ils perdraient le taux maintenu : ≈ 101 M€ de perte en plus.
=> introduire le critère fonction?

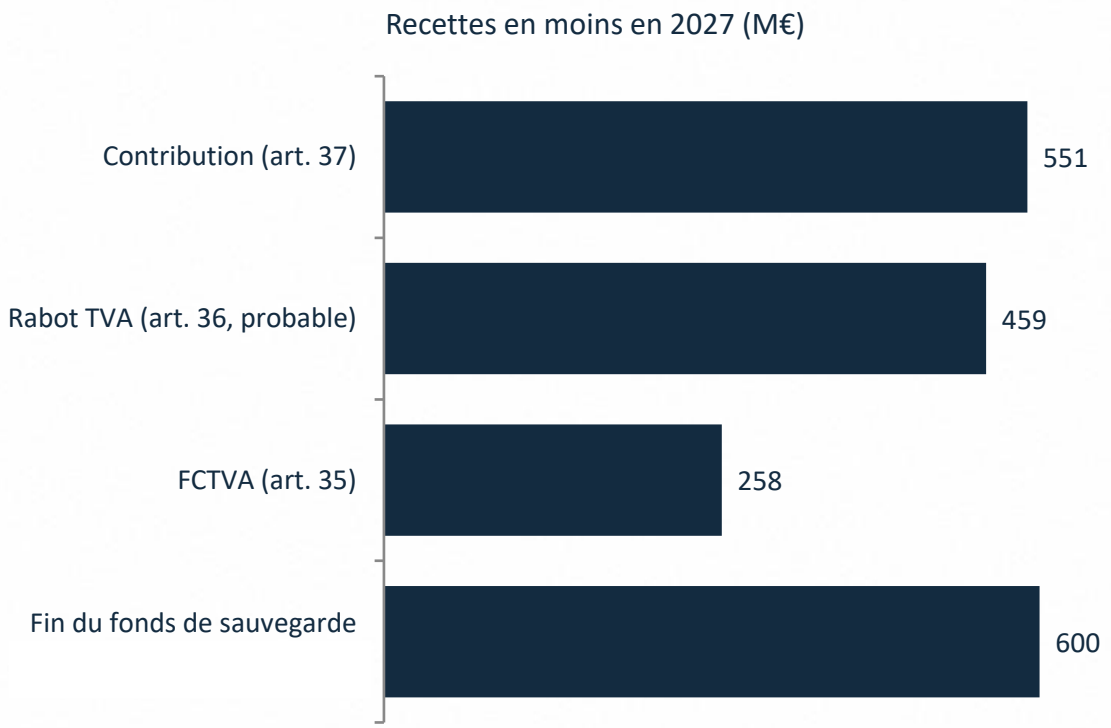
Effet dans le temps : le nouveau taux vaut pour les remboursements versés à compter du 1er janvier 2027, y compris pour des travaux réalisés les années précédentes.

PLF 2027, art. 35 ; balances DGFiP 2024-2025 ; calage sur le FCTVA perçu en 2025 ; reconstitution sur la moyenne des dépenses d'investissement passées.

Ce que cela représente

L'ADDITION POUR 2027

1,868 Md€ en moins en 2027, soit le quart de l'épargne des Départements



25 %

de l'épargne brute 2025 : près d'un euro sur quatre

25 €

par habitant, en moyenne

2,3 %

des recettes de fonctionnement 2025

9,1 → 7,6 %

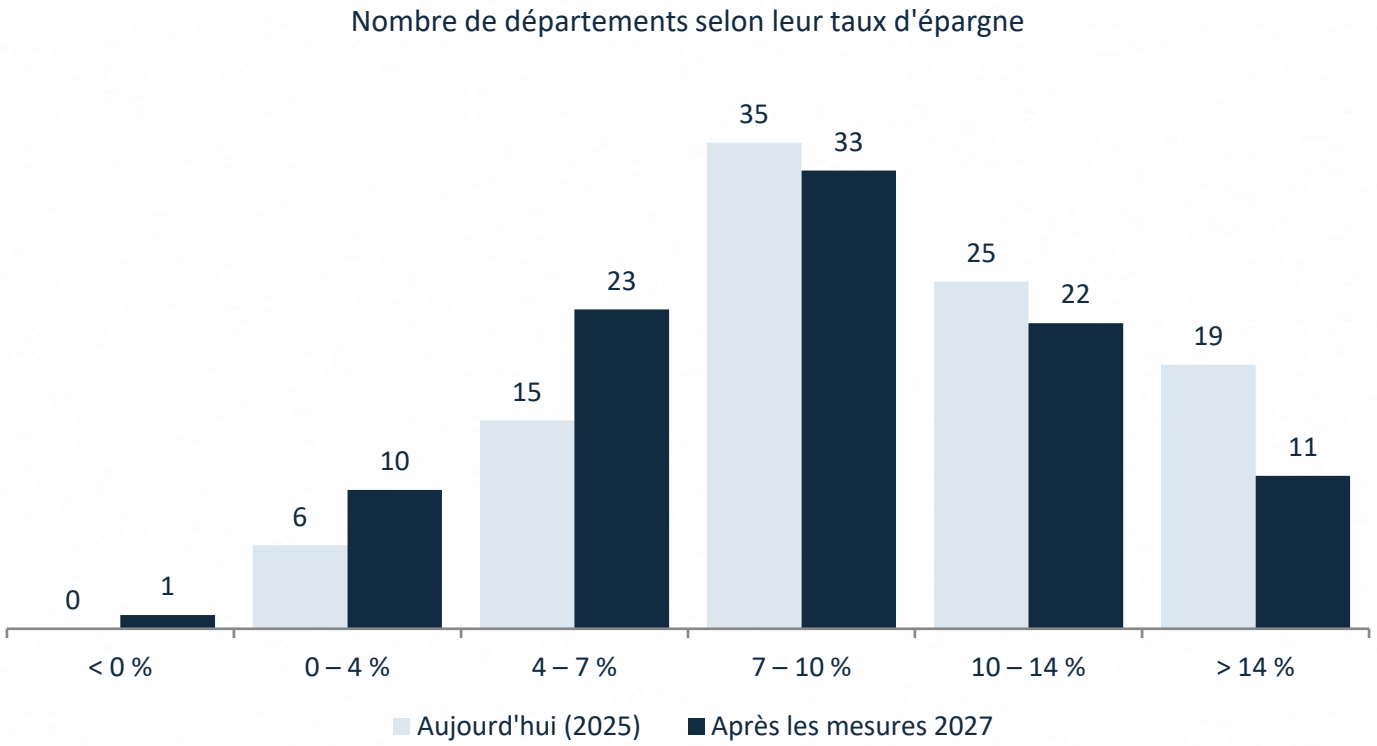
taux d'épargne moyen, avant et après les trois mesures

Simulation LCG, 100 collectivités (Paris, Lyon, Corse : part départementale). Fourchettes : contribution 486 M€ à 506 M€ ; TVA 284 M€ à 459 M€ ; FCTVA hors risque lié à l'arrêté (≈ + 101 M€).

Ce que cela représente

LE SEUIL D'ALERTE

13 départements de plus passeraient sous le seuil d'alerte de 7 % d'épargne



21 → 34

départements sous 7 % : la zone d'alerte

56 → 67

départements sous 10 %

1

département n'aurait plus d'épargne

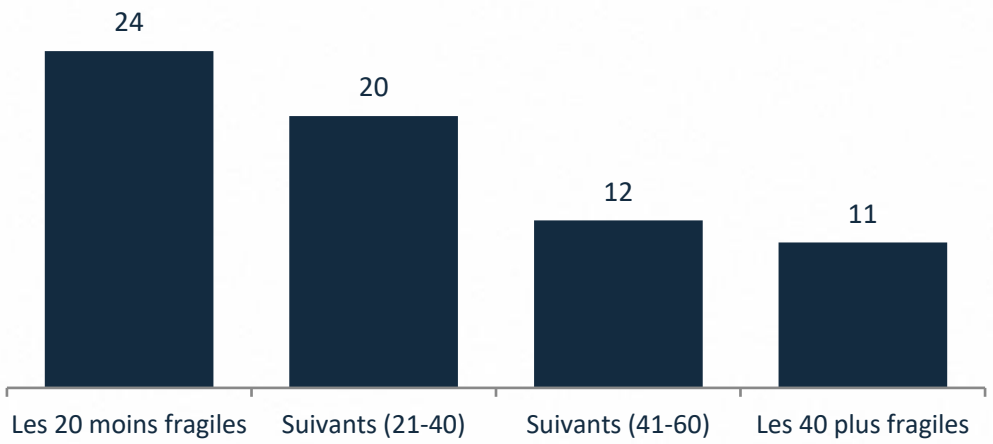
Taux d'épargne 2025 (critères DGCL 2026) ; « après » = épargne 2025 moins l'impact 2027 (TVA : scénario probable), toutes choses égales par ailleurs.

Qui est touché ?

SELON LA FRAGILITÉ SOCIALE

Les moins fragiles paient le plus… mais l'exonération de CPEB ne protège pas

Part de l'épargne perdue en 2027 par rapport à fin 2025 (%)
(hors suppression du Fonds de Sauvegarde 2026)



Groupes formés selon l'indice de fragilité sociale (déciles 1-2, 3-4, 5-6, 7-10).

Groupe	Nb	Perte (M€)	Part de l'épargne	€/hab.	Épargne après
Déciles 1-2	20	564	**24,4 %**	29	8,5 %
Déciles 3-4	20	233	**19,7 %**	18	7,0 %
Déciles 5-6	20	167	**12,2 %**	12	7,7 %
Déciles 7-10	40	244	**10,5 %**	11	7,1 %

À retenir

Les 40 départements les plus fragiles ne paient pas la contribution… mais perdent quand même 244 M€ (11 % de leur épargne) avec la TVA et le FCTVA. **Avec la suppression du fonds de sauvegarde, cela représente près de 582 M€.**

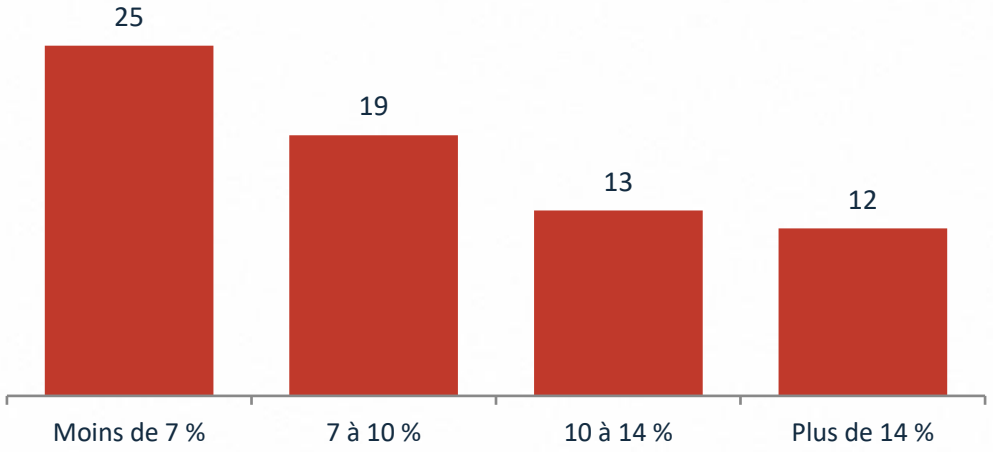
Simulation LCG — contribution calculée avec les bénéficiaires 2024 (RSA et PCH réels, APA estimée) ; TVA : scénario probable.

Qui est touché ?

SELON L'ÉPARGNE DONT ILS DISPOSENT

Ceux qui ont le moins d'épargne en perdent la plus grande part (25 %)

Part de l'épargne perdue en 2027, selon le taux d'épargne 2025 (%), hors suppression du FdS 2026



Les 21 départements sous 7 % tomberaient en moyenne de 4,7 % à 3,5 % d'épargne.

Taux d'épargne 2025	Nb	Perte (M€)	Part de l'épargne	€/hab.	Épargne après
< 7 %	21	287	**25,4 %**	14	3,5 %
7 – 10 %	35	441	**18,9 %**	19	7,0 %
10 – 14 %	25	291	**13,5 %**	18	10,3 %
> 14 %	19	189	**12,2 %**	25	14,3 %

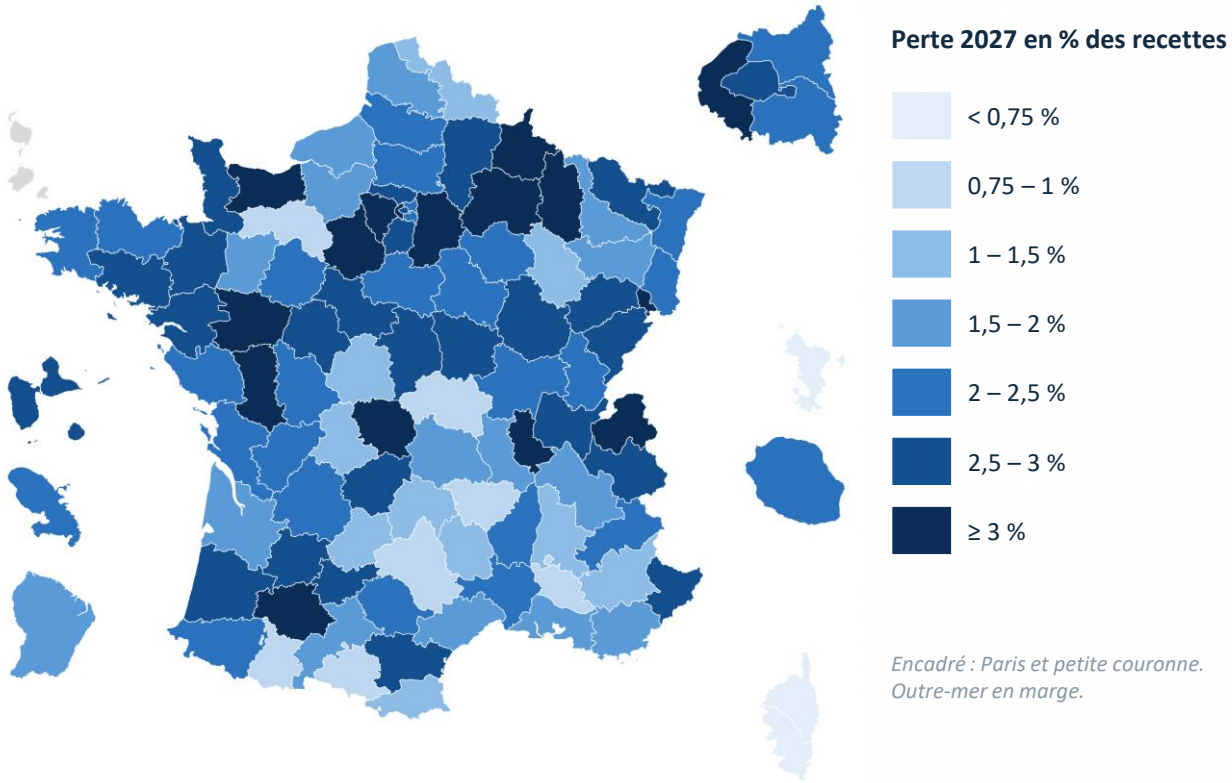
Pourquoi ?

La CPEB est indexée sur des charges sociales, l'article 36 sur le poids de la TVA, l'article 35 sur l'investissement : aucun des trois ne regarde la capacité d'épargne. D'où l'intérêt d'un plafond.

Qui est touché ?

LA CARTE DE L'EFFORT – AVEC PRISE EN COMPTE DE LA SUPPRESSION FONDS DE SAUVEGARDE

Jusqu'à 4,5 % des recettes, fin du fonds de sauvegarde comprise



Encadré : Paris et petite couronne. Outre-mer en marge.

Les plus touchés	% des recettes
Creuse	**4,49 %**
Territoire de Belfort	**4,14 %**
Deux-Sèvres	**3,66 %**
Hauts-de-Seine	**3,41 %**
Yvelines	**3,39 %**
Meuse	**3,26 %**
Seine-et-Marne	**3,25 %**
Calvados	**3,16 %**
Ardennes	**3,14 %**
Rhône et Métropole de Lyon	**3,12 %**

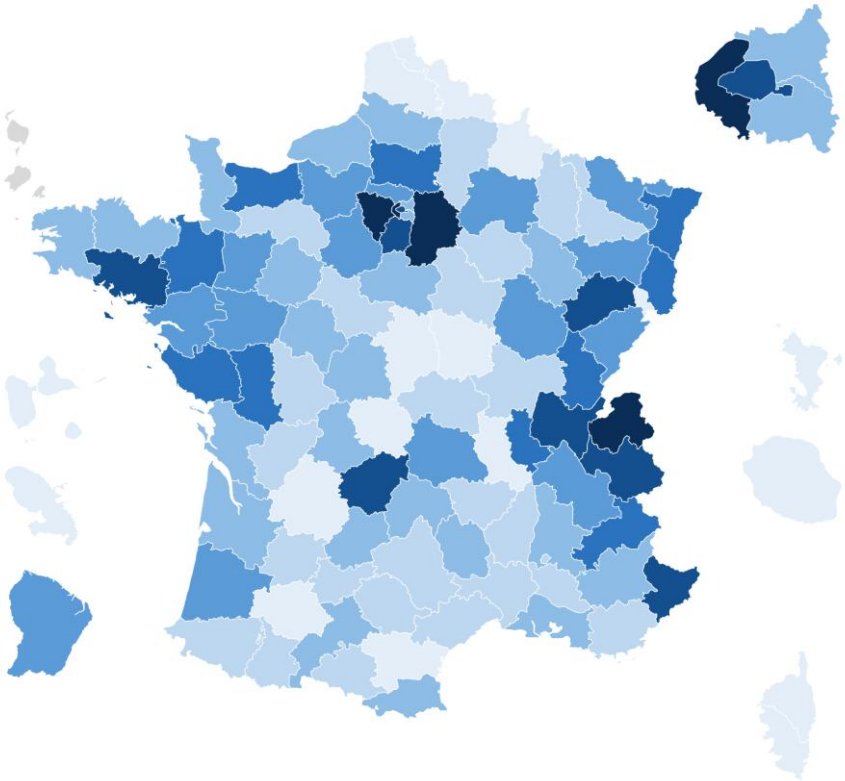
En moyenne : 2,3 % des recettes. La contribution pèse sur les départements aisés (Île-de-France, Alpes) ; la fin du fonds de sauvegarde frappe les plus fragiles.

Simulation LCG — impact 2027 (trois mesures et fin du fonds de sauvegarde) rapporté aux recettes de fonctionnement 2025.

Qui est touché ?

LA CARTE DE L'EFFORT – HORS PRISE EN COMPTE DE LA SUPPRESSION FONDS DE SAUVEGARDE

Jusqu'à 3,4 % des recettes : l'Île-de-France et les Alpes en première ligne



Perte 2027 en % des recettes

- < 0,75 %
- 0,75 – 1 %
- 1 – 1,5 %
- 1,5 – 2 %
- 2 – 2,5 %
- 2,5 – 3 %
- ≥ 3 %

Encadré : Paris et petite couronne.
Outre-mer en marge.

Les plus touchés	% des recettes
Hauts-de-Seine	**3,41 %**
Yvelines	**3,39 %**
Seine-et-Marne	**3,25 %**
Haute-Savoie	**3,02 %**
Ain	**2,99 %**
Haute-Saône	**2,98 %**
Savoie	**2,96 %**
Alpes-Maritimes	**2,94 %**
Essonne	**2,91 %**
Corrèze	**2,84 %**

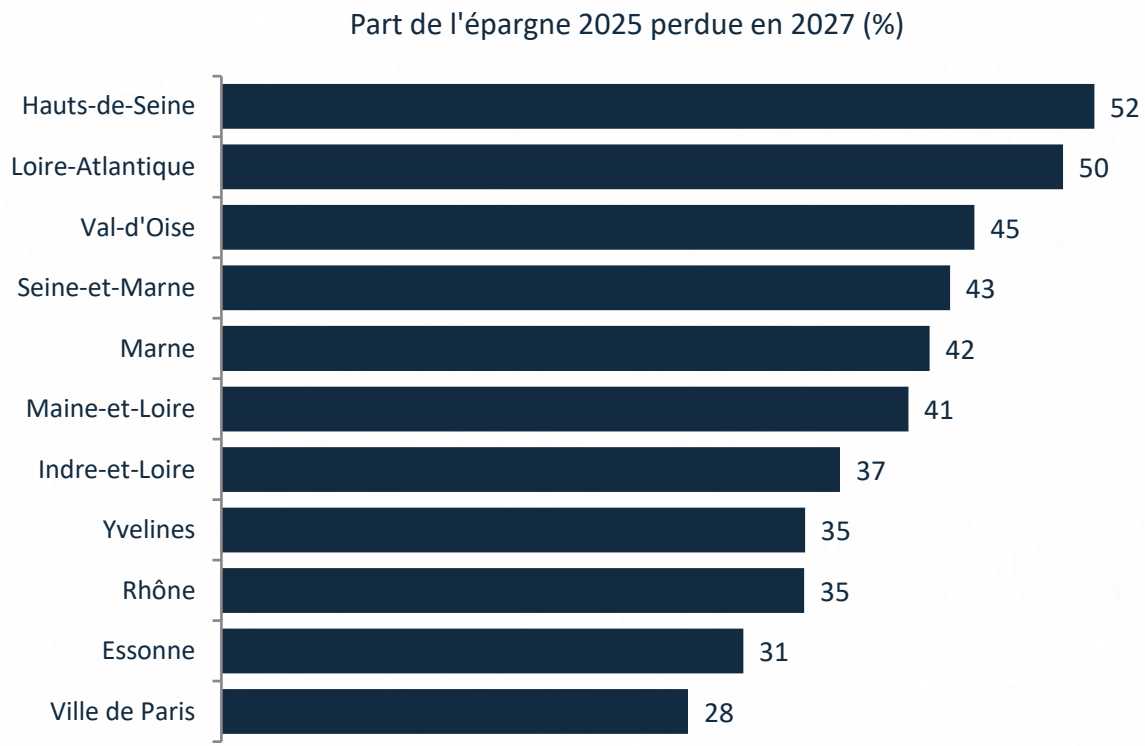
En moyenne : 1,5 % des recettes.

Simulation LCG — impact 2027 rapporté aux recettes de fonctionnement 2025. Rhône et Métropole de Lyon regroupés. Fond de carte : pygal_maps_fr.

Qui est touché ?

LES DÉPARTEMENTS LES PLUS EXPOSÉS

10 départements perdraient plus d'un tiers de leur épargne 2025



Plus grosses pertes	Total (M€)	dont contribution
Ville de Paris	**65,5**	44,7
Hauts-de-Seine	**59,0**	32,9
Seine-et-Marne	**46,9**	27,8
Collectivité européenne d'Alsace	**46,6**	27,7
Yvelines	**44,5**	24,4
Essonne	**41,0**	26,2

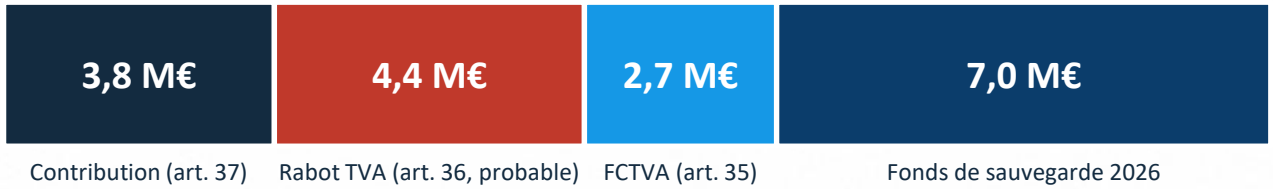
Simulation LCG. Le détail des 100 collectivités figure en annexe.

Qui est touché ?

EXEMPLE : LA CÔTE-D'OR

17,8 M€ en moins en 2027, fin du fonds de sauvegarde comprise

Comment se compose la perte



- **Épargne :** 9,6 % des recettes en 2025, 7,9 % après les trois mesures (hors fonds de sauvegarde, absent de l'épargne 2025).
- **Contribution :** rang 35 sur 100, taux de 0,64 % (fourchette 3,65 à 4,13 M€). Son épargne 2024 sous 10 % majore son indice, d'où un taux plus faible.
- **TVA :** ≈ 4,4 M€ en 2027 dans le scénario probable (2,7 M€ au plus bas), puis ≈ 12,3 M€ par an en 2029 (hypothèses LCG).
- **FCTVA :** seulement 26 % de ses investissements restent au taux maintenu ; 0,67 M€ de risque en plus selon l'arrêté.
- **Fonds de sauvegarde :** 6,95 M€ perçus en 2026, non reconduits en 2027.

9,6 % → 7,9 %

taux d'épargne de la Côte-d'Or entre 2025 et 2027, avant et après les trois mesures (hors fonds de sauvegarde)

Et le bloc communal ?

Sur le territoire, les communes paieraient environ 9,0 M€ de contribution et les intercommunalités (siège dans le département) environ 6,3 M€ (simulateur LCG).

Simulation LCG ; balances DGFiP de la Côte-d'Or 2024-2025 ; critères DGCL 2026 ; fonds de sauvegarde 2026 (DGCL). Avec les critères publiés (fin 2023), la contribution serait de 4,19 M€.

Annexe 1 — Simulations CPEB

CONTRIBUTION (CPEB) SELON L'INDICE DE FRAGILITÉ RETENU (1/4)

Avec l'indice de fragilité sociale 2025, on retrouve les 551 M€ annoncés par le Gouvernement. Mais ces indicateurs sont inopérants pour 2027 : le calcul reposera sur l'indice 2026

N° dpt	Département	CPEB avec l'IFS 2025 (M€)	CPEB avec l'IFS 2026 (prov) — reconstitution LCG (M€)
01	Ain	12,23	**12,23**
02	Aisne	—	—
03	Allier	—	—
04	Alpes-de-Haute-Provence	—	—
05	Hautes-Alpes	1,57	**2,00**
06	Alpes-Maritimes	25,73	**25,76**
07	Ardèche	1,96	—
08	Ardennes	—	—
09	Ariège	—	—
10	Aube	0,44	—
11	Aude	—	—
12	Aveyron	—	—
13	Bouches-du-Rhône	—	—
14	Calvados	9,93	**10,04**
15	Cantal	1,02	**1,34**
16	Charente	—	—
17	Charente-Maritime	7,86	**2,86**
18	Cher	—	—
19	Corrèze	6,91	**6,47**
20A	Collectivité de Corse	—	—
21	Côte-d'Or	7,20	**3,81**
22	Côtes-d'Armor	8,36	**4,12**
23	Creuse	—	—
24	Dordogne	—	—
25	Doubs	2,99	**4,44**

Annexe 1 — Simulations CPEB

CONTRIBUTION (CPEB) SELON L'INDICE DE FRAGILITÉ RETENU (2/4)

Avec l'indice de fragilité sociale 2025, on retrouve les 551 M€ annoncés par le Gouvernement. Mais ces indicateurs sont inopérants pour 2027 : le calcul reposera sur l'indice 2026

N° dpt	Département	CPEB avec l'IFS 2025 (M€)	CPEB avec l'IFS 2026 — LCG (M€)
26	Drôme	1,68	**3,20**
27	Eure	8,83	**4,94**
28	Eure-et-Loir	3,20	**2,63**
29	Finistère	—	**2,61**
30	Gard	—	**—**
31	Haute-Garonne	8,47	**3,21**
32	Gers	—	**—**
33	Gironde	—	**2,31**
34	Hérault	—	**—**
35	Ille-et-Vilaine	13,30	**14,02**
36	Indre	1,45	**1,78**
37	Indre-et-Loire	4,17	**2,49**
38	Isère	7,68	**7,77**
39	Jura	3,57	**3,78**
40	Landes	6,74	**4,20**
41	Loir-et-Cher	—	**—**
42	Loire	—	**—**
43	Haute-Loire	0,24	**0,62**
44	Loire-Atlantique	12,68	**12,18**
45	Loiret	5,55	**—**
46	Lot	—	**—**
47	Lot-et-Garonne	—	**—**
48	Lozère	—	**—**
49	Maine-et-Loire	7,09	**7,76**
50	Manche	4,71	**3,53**

Annexe 1 — Simulations CPEB

CONTRIBUTION (CPEB) SELON L'INDICE DE FRAGILITÉ RETENU (3/4)

Avec l'indice de fragilité sociale 2025, on retrouve les 551 M€ annoncés par le Gouvernement. Mais ces indicateurs sont inopérants pour 2027 : le calcul reposera sur l'indice 2026

N° dpt	Département	CPEB avec l'IFS 2025 (M€)	CPEB avec l'IFS 2026 — LCG (M€)
51	Marne	4,59	**4,87**
52	Haute-Marne	0,58	**0,61**
53	Mayenne	5,84	**3,43**
54	Meurthe-et-Moselle	—	**0,89**
55	Meuse	0,19	**0,61**
56	Morbihan	14,43	**14,56**
57	Moselle	9,29	**10,53**
58	Nièvre	—	**—**
59	Nord	—	**—**
60	Oise	12,36	**8,25**
61	Orne	—	**0,07**
62	Pas-de-Calais	—	**—**
63	Puy-de-Dôme	11,63	**6,89**
64	Pyrénées-Atlantiques	0,96	**1,87**
65	Hautes-Pyrénées	—	**—**
66	Pyrénées-Orientales	—	**—**
67A	Collectivité européenne d'Alsace	37,45	**27,72**
69	Rhône	9,01	**9,01**
691	Métropole de Lyon	9,07	**19,57**
70	Haute-Saône	5,20	**5,37**
71	Saône-et-Loire	—	**—**
72	Sarthe	6,03	**2,54**
73	Savoie	11,50	**11,49**
74	Haute-Savoie	17,01	**16,98**
75	Ville de Paris	43,99	**44,75**

Annexe 1 — Simulations CPEB

CONTRIBUTION (CPEB) SELON L'INDICE DE FRAGILITÉ RETENU (4/4)

Avec l'indice de fragilité sociale 2025, on retrouve les 551 M€ annoncés par le Gouvernement. Mais ces indicateurs sont inopérants pour 2027 : le calcul reposera sur l'indice 2026

N° dpt	Département	CPEB avec l'IFS 2025 (M€)	CPEB avec l'IFS 2026 — LCG (M€)
76	Seine-Maritime	7,43	—
77	Seine-et-Marne	27,52	**27,78**
78	Yvelines	25,06	**24,42**
79	Deux-Sèvres	5,14	**5,36**
80	Somme	5,06	**1,92**
81	Tarn	2,51	—
82	Tarn-et-Garonne	1,79	**0,09**
83	Var	7,77	**1,32**
84	Vaucluse	—	**0,79**
85	Vendée	9,14	**9,19**
86	Vienne	—	**0,31**
87	Haute-Vienne	3,50	**1,08**
88	Vosges	4,04	**3,94**
89	Yonne	1,83	—
90	Territoire de Belfort	—	—
91	Essonne	25,98	**26,24**
92	Hauts-de-Seine	32,71	**32,93**
93	Seine-Saint-Denis	—	—
94	Val-de-Marne	6,34	**4,08**
95	Val-d'Oise	10,67	**11,15**
971	Guadeloupe	—	—
972	Martinique	—	—
973	Guyane	—	—
974	La Réunion	—	—
976	Mayotte	—	—

«

ARTICLE 37 — EFFETS DE SEUIL

18 départements dont le montant doit être lu avec une fourchette

Le taux décroit entre le 10e et le 61e rang : il n'y a pas d'effet couperet, mais les deux seuils dépendent de l'indice de tous les autres départements. Un faible écart sur un critère peut donc déplacer un département proche d'un seuil.

Proches du seuil d'exonération

Département	CPEB simulée	Fourchette (M€)	Contributeur ?
Seine-Maritime	**0**	0,00 – 0,00	non
Territoire de Belfort	**0**	0,00 – 0,00	4 % des cas
Loiret	**0**	0,00 – 0,92	47 % des cas
Orne	**0,07 M€**	0,00 – 0,32	75 % des cas
Tarn-et-Garonne	**0,09 M€**	0,00 – 0,33	85 % des cas
Vienne	**0,31 M€**	0,13 – 0,60	oui
Var	**1,32 M€**	0,87 – 2,11	oui
Meurthe-et-Moselle	**0,89 M€**	0,05 – 1,92	96 % des cas
Vaucluse	**0,79 M€**	0,00 – 1,80	92 % des cas

Montant le plus sensible à l'ajustement de l'IFS

Département	CPEB simulée	Fourchette (M€)	Décile
Isère	**7,77 M€**	6,03 – 9,71	4
Vendée	**9,19 M€**	8,21 – 10,33	2
Essonne	**26,24 M€**	25,40 – 27,49	2
Gironde	**2,31 M€**	1,71 – 3,33	6
Haute-Garonne	**3,21 M€**	2,67 – 4,17	6
Haute-Vienne	**1,08 M€**	0,56 – 1,68	5
Haute-Loire	**0,62 M€**	0,17 – 1,11	6
Pyrénées-Atlantiques	**1,87 M€**	1,59 – 2,35	5
Meuse	**0,61 M€**	0,27 – 0,99	6

Annexe 2 — département par département

IMPACT 2027 PAR COLLECTIVITÉ (1/4)

Comment lire : « 3 mesures » = contribution + rabot TVA + FCTVA ; « Fonds sauv. » = fonds de sauvegarde : montant 2026 du fonds, non reconduit en 2027 (600 M€ au total) ; « Total » = les deux ; €/hab. et part de l'épargne 2025 calculés sur ce total. « Épargne avant → après » : 3 mesures seules. TVA : scénario probable (× 0,62 au plus bas).

Code	Département	Population	Contribution (M€)	Rabot TVA (M€)	FCTVA (M€)	3 mesures (M€)	Fonds sauv. (M€)	Total (M€)	€/hab.	Part de l'épargne	Épargne avant → après (hors Fds 25)	Groupe IFS
01	Ain	679 344	12,23	3,79	2,74	18,76	—	**18,76**	27,6	20,8 %	14,4 → 11,4 %	1
02	Aisne	523 342	—	4,45	1,12	5,57	11,30	**16,87**	32,2	65,2 %	4,0 → 3,1 %	9
03	Allier	333 298	—	2,66	1,54	4,20	—	**4,20**	12,6	8,0 %	11,1 → 10,2 %	9
04	Alpes-de-Haute-Provence	168 054	—	1,52	1,03	2,55	—	**2,55**	15,2	7,0 %	14,4 → 13,4 %	8
05	Hautes-Alpes	143 467	2,00	1,61	1,20	4,82	—	**4,82**	33,6	10,3 %	20,1 → 18,0 %	3
06	Alpes-Maritimes	1 128 418	25,76	7,86	5,77	39,38	—	**39,38**	34,9	20,7 %	14,2 → 11,3 %	1
07	Ardèche	334 231	—	2,05	1,18	3,23	6,45	**9,68**	29,0	21,9 %	10,7 → 9,9 %	8
08	Ardennes	265 893	—	1,92	0,71	2,63	9,16	**11,79**	44,3	57,2 %	5,5 → 4,8 %	10
09	Ariège	155 722	—	1,15	0,66	1,81	—	**1,81**	11,6	3,9 %	22,8 → 21,9 %	9
10	Aube	310 447	—	2,03	0,94	2,97	6,64	**9,61**	31,0	31,1 %	8,0 → 7,2 %	7
11	Aude	379 648	—	3,30	0,98	4,28	11,25	**15,53**	40,9	36,9 %	7,2 → 6,5 %	10
12	Aveyron	279 609	—	2,05	1,24	3,29	—	**3,29**	11,8	4,4 %	17,5 → 16,7 %	8
13	Bouches-du-Rhône	2 087 658	—	12,74	14,82	27,56	22,43	**50,00**	23,9	25,1 %	7,6 → 6,5 %	9
14	Calvados	709 441	10,04	5,10	1,99	17,13	7,73	**24,86**	35,0	29,6 %	10,7 → 8,5 %	2
15	Cantal	144 196	1,34	1,02	0,69	3,05	—	**3,05**	21,1	8,7 %	14,1 → 12,9 %	4
16	Charente	352 683	—	2,76	0,96	3,73	7,00	**10,72**	30,4	25,3 %	8,9 → 8,2 %	7
17	Charente-Maritime	672 279	2,86	4,94	2,50	10,30	7,87	**18,17**	27,0	16,0 %	14,2 → 12,9 %	5
18	Cher	298 660	—	2,08	0,82	2,90	7,86	**10,76**	36,0	30,4 %	8,8 → 8,0 %	8
19	Corrèze	240 826	6,47	1,82	1,35	9,63	—	**9,63**	40,0	11,1 %	25,5 → 22,7 %	2
20A	Collectivité de Corse	355 486	—	1,73	2,00	3,73	—	**3,73**	10,5	4,7 %	14,8 → 14,1 %	8
21	Côte-d'Or	540 100	3,81	4,36	2,70	10,87	6,95	**17,82**	33,0	29,5 %	9,6 → 7,9 %	4
22	Côtes-d'Armor	611 859	4,12	3,50	1,20	8,82	7,28	**16,11**	26,3	29,0 %	8,3 → 7,0 %	4
23	Creuse	115 527	—	0,74	0,36	1,11	7,51	**8,62**	74,6	47,8 %	9,4 → 8,8 %	10
24	Dordogne	417 614	—	3,16	0,61	3,78	8,07	**11,84**	28,4	26,4 %	8,1 → 7,4 %	8
25	Doubs	547 163	4,44	3,57	1,20	9,21	7,72	**16,94**	31,0	33,0 %	8,7 → 7,2 %	4

« — » : ne paie pas la contribution (40 % les plus fragiles ou outre-mer) ou ne percevait pas le fonds de sauvegarde. Fonds de sauvegarde : montants 2026 (DGCL). Groupe IFS : 1 = moins fragile, 10 = plus fragile.

Annexe 2 — département par département

IMPACT 2027 PAR COLLECTIVITÉ (2/4)

Comment lire : « 3 mesures » = contribution + rabot TVA + FCTVA ; « Fonds sauv. » = fonds de sauvegarde : montant 2026 du fonds, non reconduit en 2027 (600 M€ au total) ; « Total » = les deux ; €/hab. et part de l'épargne 2025 calculés sur ce total. « Épargne avant → après » : 3 mesures seules. TVA : scénario probable (× 0,62 au plus bas). Contributions proches d'un effet de seuil : voir p. 22.

Code	Département	Population	Contribution (M€)	Rabot TVA (M€)	FCTVA (M€)	3 mesures (M€)	Fonds sauv. (M€)	Total (M€)	€/hab.	Part de l'épargne	Épargne avant → après	Groupe IFS
26	Drôme	524 207	3,20	3,62	2,48	9,31	—	**9,31**	17,8	10,7 %	13,0 → 11,6 %	5
27	Eure	602 714	4,94	3,56	2,46	10,97	—	**10,97**	18,2	19,9 %	9,5 → 7,6 %	3
28	Eure-et-Loir	433 129	2,63	2,71	1,81	7,15	6,85	**14,00**	32,3	46,9 %	6,4 → 4,9 %	4
29	Finistère	933 455	2,61	5,24	2,67	10,52	10,78	**21,30**	22,8	19,0 %	11,7 → 10,6 %	5
30	Gard	770 940	—	5,98	3,13	9,11	12,69	**21,80**	28,3	31,1 %	7,2 → 6,3 %	9
31	Haute-Garonne	1 471 468	3,21	12,20	3,33	18,75	13,17	**31,92**	21,7	30,6 %	6,3 → 5,1 %	6
32	Gers	192 645	—	1,44	0,50	1,94	6,92	**8,86**	46,0	35,7 %	8,4 → 7,8 %	8
33	Gironde	1 690 493	2,31	11,04	4,81	18,15	15,59	**33,74**	20,0	408,8 %	0,5 → -0,6 %	6
34	Hérault	1 230 289	—	9,14	2,98	12,12	16,47	**28,59**	23,2	39,4 %	4,7 → 3,9 %	9
35	Ille-et-Vilaine	1 120 666	14,02	7,10	2,31	23,44	10,05	**33,49**	29,9	36,9 %	8,0 → 5,9 %	2
36	Indre	216 069	1,78	1,15	0,89	3,82	—	**3,82**	17,7	9,3 %	15,5 → 14,1 %	4
37	Indre-et-Loire	619 362	2,49	3,51	1,70	7,70	7,95	**15,65**	25,3	74,7 %	3,4 → 2,1 %	5
38	Isère	1 298 990	7,77	8,81	5,62	22,20	—	**22,20**	17,1	11,5 %	13,3 → 11,8 %	4
39	Jura	257 973	3,78	2,07	0,78	6,63	—	**6,63**	25,7	16,1 %	12,6 → 10,5 %	2
40	Landes	433 570	4,20	2,48	1,67	8,35	6,23	**14,58**	33,6	25,8 %	11,0 → 9,4 %	4
41	Loir-et-Cher	328 543	—	2,47	1,28	3,75	7,56	**11,32**	34,5	33,3 %	8,4 → 7,5 %	8
42	Loire	774 133	—	4,44	1,73	6,17	10,60	**16,77**	21,7	55,3 %	3,6 → 2,9 %	7
43	Haute-Loire	228 654	0,62	1,62	0,64	2,87	—	**2,87**	12,5	8,5 %	11,6 → 10,6 %	6
44	Loire-Atlantique	1 487 570	12,18	8,60	3,47	24,25	12,49	**36,74**	24,7	75,7 %	3,5 → 1,8 %	3
45	Loiret	691 268	—	4,95	2,40	7,35	8,18	**15,54**	22,5	30,8 %	7,3 → 6,3 %	7
46	Lot	176 473	—	1,36	1,33	2,69	—	**2,69**	15,3	7,7 %	13,6 → 12,5 %	7
47	Lot-et-Garonne	333 602	—	2,73	1,23	3,97	7,95	**11,91**	35,7	27,9 %	9,8 → 8,9 %	9
48	Lozère	76 486	—	0,58	0,97	1,55	—	**1,55**	20,3	6,8 %	15,3 → 14,3 %	9
49	Maine-et-Loire	833 776	7,76	5,32	1,22	14,30	8,87	**23,17**	27,8	66,1 %	4,7 → 2,8 %	3
50	Manche	497 522	3,53	3,72	1,61	8,86	7,11	**15,97**	32,1	26,8 %	10,0 → 8,5 %	4

« — » : ne paie pas la contribution (40 % les plus fragiles ou outre-mer) ou ne percevait pas le fonds de sauvegarde. Fonds de sauvegarde : montants 2026 (DGCL). Groupe IFS : 1 = moins fragile, 10 = plus fragile.

Annexe 2 — département par département

IMPACT 2027 PAR COLLECTIVITÉ (3/4)

Comment lire : « 3 mesures » = contribution + rabot TVA + FCTVA ; « Fonds sauv. » = fonds de sauvegarde : montant 2026 du fonds, non reconduit en 2027 (600 M€ au total) ; « Total » = les deux ; €/hab. et part de l'épargne 2025 calculés sur ce total. « Épargne avant → après » : 3 mesures seules. TVA : scénario probable (× 0,62 au plus bas). Contributions proches d'un effet de seuil : voir p. 22.

Code	Département	Population	Contribution (M€)	Rabot TVA (M€)	FCTVA (M€)	3 mesures (M€)	Fonds sauv. (M€)	Total (M€)	€/hab.	Part de l'épargne	Épargne avant → après	Groupe IFS
51	Marne	563 076	4,87	3,36	0,85	9,08	7,45	**16,53**	29,4	76,5 %	4,0 → 2,3 %	3
52	Haute-Marne	168 331	0,61	1,14	0,97	2,72	—	**2,72**	16,2	8,1 %	13,9 → 12,8 %	5
53	Mayenne	305 468	3,43	1,83	1,49	6,75	—	**6,75**	22,1	16,9 %	11,6 → 9,6 %	3
54	Meurthe-et-Moselle	732 236	0,89	4,36	1,31	6,56	9,56	**16,12**	22,0	28,1 %	7,0 → 6,2 %	6
55	Meuse	180 290	0,61	1,32	0,56	2,49	5,84	**8,33**	46,2	30,1 %	10,8 → 9,9 %	6
56	Morbihan	783 390	14,56	4,33	1,47	20,37	—	**20,37**	26,0	16,2 %	16,1 → 13,5 %	2
57	Moselle	1 051 309	10,53	5,43	1,78	17,74	10,04	**27,77**	26,4	36,5 %	8,0 → 6,1 %	3
58	Nièvre	201 417	—	1,65	0,38	2,03	7,12	**9,14**	45,4	37,9 %	7,5 → 6,9 %	8
59	Nord	2 615 635	—	15,18	4,82	20,00	28,67	**48,67**	18,6	30,4 %	4,9 → 4,3 %	9
60	Oise	829 899	8,25	5,61	3,03	16,89	—	**16,89**	20,3	19,5 %	10,3 → 8,3 %	3
61	Orne	275 201	0,07	2,03	1,20	3,30	—	**3,30**	12,0	8,6 %	10,4 → 9,5 %	6
62	Pas-de-Calais	1 457 905	—	8,66	3,97	12,63	19,99	**32,63**	22,4	31,4 %	5,7 → 5,0 %	10
63	Puy-de-Dôme	664 453	6,89	5,01	2,23	14,13	—	**14,13**	21,3	17,7 %	10,7 → 8,8 %	3
64	Pyrénées-Atlantiques	706 564	1,87	4,09	1,42	7,38	9,09	**16,47**	23,3	21,5 %	9,7 → 8,8 %	5
65	Hautes-Pyrénées	231 349	—	2,07	1,01	3,08	—	**3,08**	13,3	5,3 %	15,6 → 14,8 %	8
66	Pyrénées-Orientales	496 855	—	3,87	1,94	5,81	—	**5,81**	11,7	7,9 %	13,1 → 12,1 %	10
67A	Collectivité européenne d'Alsace	1 934 548	27,72	10,89	8,01	46,62	—	**46,62**	24,1	20,7 %	11,8 → 9,3 %	2
69	Rhône	478 313	9,01	2,30	2,07	13,39	—	**13,39**	28,0	34,6 %	8,1 → 5,3 %	1
691	Métropole de Lyon	1 436 354	19,57	9,55	4,59	33,71	12,82	**46,53**	32,4	26,0 %	12,4 → 10,1 %	2
70	Haute-Saône	233 185	5,37	1,64	1,17	8,19	—	**8,19**	35,1	21,1 %	14,1 → 11,1 %	1
71	Saône-et-Loire	550 310	—	3,74	1,76	5,50	9,06	**14,56**	26,5	26,3 %	8,9 → 8,0 %	7
72	Sarthe	566 733	2,54	3,62	1,48	7,64	7,34	**14,98**	26,4	31,4 %	7,6 → 6,4 %	5
73	Savoie	448 226	11,49	3,03	3,12	17,64	—	**17,64**	39,4	20,0 %	14,8 → 11,9 %	1
74	Haute-Savoie	861 158	16,98	5,05	5,86	27,89	—	**27,89**	32,4	17,2 %	17,5 → 14,5 %	1
75	Ville de Paris	2 103 778	44,75	11,82	8,98	65,54	—	**65,54**	31,2	27,7 %	9,8 → 7,1 %	1

« — » : ne paie pas la contribution (40 % les plus fragiles ou outre-mer) ou ne percevait pas le fonds de sauvegarde. Fonds de sauvegarde : montants 2026 (DGCL). Groupe IFS : 1 = moins fragile, 10 = plus fragile.

Annexe 2 — département par département

IMPACT 2027 PAR COLLECTIVITÉ (4/4)

Comment lire : « 3 mesures » = contribution + rabot TVA + FCTVA ; « Fonds sauv. » = fonds de sauvegarde : montant 2026 du fonds, non reconduit en 2027 (600 M€ au total) ; « Total » = les deux ; €/hab. et part de l'épargne 2025 calculés sur ce total. « Épargne avant → après » : 3 mesures seules. TVA : scénario probable (× 0,62 au plus bas). Contributions proches d'un effet de seuil : voir p. 22.

Code	Département	Population	Contribution (M€)	Rabot TVA (M€)	FCTVA (M€)	3 mesures (M€)	Fonds sauv. (M€)	Total (M€)	€/hab.	Part de l'épargne	Épargne avant → après	Groupe IFS
76	Seine-Maritime	1 260 964	—	11,56	6,46	18,02	12,08	**30,10**	23,9	17,0 %	10,9 → 9,8 %	7
77	Seine-et-Marne	1 468 108	27,78	10,55	8,60	46,93	—	**46,93**	32,0	43,3 %	7,5 → 4,3 %	1
78	Yvelines	1 485 086	24,42	10,98	9,05	44,45	—	**44,45**	29,9	34,7 %	9,8 → 6,4 %	1
79	Deux-Sèvres	375 229	5,36	2,31	0,99	8,66	5,97	**14,63**	39,0	29,1 %	12,6 → 10,4 %	2
80	Somme	565 413	1,92	4,20	2,26	8,38	7,60	**15,97**	28,3	20,1 %	11,2 → 10,0 %	5
81	Tarn	397 352	—	3,17	1,22	4,39	6,82	**11,21**	28,2	26,4 %	8,3 → 7,5 %	7
82	Tarn-et-Garonne	265 817	0,09	2,15	0,67	2,91	6,02	**8,93**	33,6	28,6 %	8,9 → 8,1 %	6
83	Var	1 119 307	1,32	7,92	3,34	12,58	10,99	**23,57**	21,1	13,4 %	12,9 → 11,9 %	6
84	Vaucluse	572 056	0,79	3,55	2,55	6,89	—	**6,89**	12,0	6,2 %	15,9 → 14,9 %	6
85	Vendée	713 609	9,19	4,08	2,22	15,49	—	**15,49**	21,7	15,7 %	13,2 → 11,2 %	2
86	Vienne	438 897	0,31	2,46	1,36	4,13	7,56	**11,69**	26,6	27,6 %	9,0 → 8,1 %	6
87	Haute-Vienne	373 167	1,08	2,44	1,17	4,69	—	**4,69**	12,6	11,3 %	9,3 → 8,2 %	5
88	Vosges	357 248	3,94	2,76	1,40	8,10	—	**8,10**	22,7	14,7 %	11,6 → 9,9 %	4
89	Yonne	332 267	—	2,38	1,24	3,62	6,51	**10,13**	30,5	25,1 %	9,2 → 8,4 %	7
90	Territoire de Belfort	140 255	—	0,89	0,34	1,23	5,85	**7,08**	50,5	66,1 %	6,3 → 5,5 %	7
91	Essonne	1 338 485	26,24	10,46	4,31	41,01	—	**41,01**	30,6	31,0 %	9,4 → 6,5 %	2
92	Hauts-de-Seine	1 654 712	32,93	16,10	10,01	59,04	—	**59,04**	35,7	51,9 %	6,6 → 3,2 %	1
93	Seine-Saint-Denis	1 704 316	—	12,92	8,37	21,29	21,41	**42,71**	25,1	47,1 %	5,3 → 4,0 %	9
94	Val-de-Marne	1 426 929	4,08	10,33	5,11	19,52	13,34	**32,87**	23,0	25,5 %	8,0 → 6,8 %	5
95	Val-d'Oise	1 281 653	11,15	8,94	3,07	23,16	11,68	**34,85**	27,2	67,3 %	4,1 → 2,3 %	3
971	Guadeloupe	384 160	—	2,85	2,50	5,34	13,99	**19,33**	50,3	26,2 %	9,9 → 9,2 %	10
972	Martinique	360 630	—	2,18	1,47	3,65	17,05	**20,70**	57,4	65,4 %	3,8 → 3,4 %	10
973	Guyane	293 996	—	1,25	5,38	6,63	—	**6,63**	22,5	27,0 %	6,1 → 4,4 %	10
974	La Réunion	889 679	—	3,30	3,45	6,75	21,45	**28,20**	31,7	42,2 %	5,8 → 5,2 %	10
976	Mayotte	299 634	—	0,20	2,21	2,41	—	**2,41**	8,1	2,2 %	21,2 → 20,8 %	10

« — » : ne paie pas la contribution (40 % les plus fragiles ou outre-mer) ou ne percevait pas le fonds de sauvegarde. Fonds de sauvegarde : montants 2026 (DGCL). Groupe IFS : 1 = moins fragile, 10 = plus fragile.